

N° 5370¹

CHAMBRE DES DEPUTES

2^{ème} Session extraordinaire 2004

PROJET DE LOI**autorisant la participation de l'Etat à la transformation
et à l'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.9.2004)

Par dépêche du 28 juillet 2004, le Conseil d'Etat a été saisi par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs comprenant une partie écrite et une partie graphique, la fiche financière prévue par l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ainsi qu'une convention conclue le 16 février 2004 entre l'Etat, pour lequel ont signé la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et le ministre du Trésor et du Budget, et la Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel S.A.

*

Le projet de transformation et d'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange, ancienne Clinique St-Joseph, poursuit selon les auteurs du projet de loi un double but: il s'agit, d'une part, d'augmenter la capacité de la maison de soins face à un nombre croissant de demandes d'admission, et il convient, d'autre part, d'adapter les infrastructures en place aux critères modernes d'un centre intégré pour personnes âgées conçu pour accueillir à la fois des seniors valides et des personnes atteintes de maladies typiques du troisième âge et notamment de démence sénile, dont plus de 25% des pensionnaires de la maison de soins souffrent d'après l'exposé des motifs. La maison de soins dispose actuellement de 76 lits pour une population mixte de pensionnaires valides et de personnes atteintes de démence sénile. Il est prévu de transformer 15 chambres doubles en chambres individuelles et de réaliser 42 lits nouveaux destinés à des personnes présentant des troubles psychogériatriques graves ainsi que 40 lits supplémentaires comme lits pour pensionnaires valides ou comme lits de soins et de revalidation gériatologique. La capacité de la maison de soins s'en trouvera portée à un total de 143 lits. Le Conseil d'Etat note que pour des raisons qu'il ignore la convention du 16 février 2004 ne parle que de 140 lits; une clarification s'impose à cet égard.

Le projet en question s'inscrit dès lors dans le second des objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement d'un ensemble de mesures destinées, d'une part, à assurer le maintien à domicile des personnes âgées aussi longtemps que possible et, d'autre part, à augmenter la capacité et à moderniser les structures d'accueil sous forme de centres intégrés pour personnes âgées et de maisons de soins.

L'objet du projet de loi sous examen consiste à autoriser l'Etat à participer au financement du projet d'extension et de transformation de la maison de soins. La maîtrise de l'ouvrage est confiée à la Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel S.A. Le concours financier de l'Etat se fera selon les critères établis par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Dans cet ordre d'idées, l'Etat assumera 70 pour cent du projet de transformation et d'extension de la maison de soins, sans que sa participation puisse excéder le montant à autoriser par le législateur aux termes de la loi en projet.

L'exposé des motifs comporte une description détaillée du concept de structuration de la maison de soins après l'achèvement des travaux de transformation et d'extension, notamment pour ce qui est des pensionnaires atteints de troubles psychogériatriques.

Au regard des critères de cofinancement précités et du coût total du projet évalué du commun accord des parties à la convention du 16 février 2004 à 18.165.000 euros, la participation de l'Etat qui concourra à raison de 70 pour cent aux dépenses d'investissement prévues sera de 12.715.500 euros. Ces montants correspondent à la valeur 552,23 de l'indice moyen annuel des prix de la construction en 2001, soit 13.560.312,90 euros à la valeur indiciaire 588,92 au 1er avril 2004.

Comme la participation de l'Etat dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros, l'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 80 de la loi précitée du 8 juin 1999.

*

Le libellé des quatre articles du projet de loi ne donne pas lieu à observation.

Sous le bénéfice des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le projet de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 septembre 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES